

Politique

Gérald Darmanin en Limousin à partir du 20 mars : « Je viens réimplanter des services publics en territoires ruraux »

LIMOGES ECONOMIE RURALITÉ POLITIQUE

Publié le 19/03/2019 à 19h00



Gérald Darmanin, Ministre de l'action et des comptes publics à Vichy conférence de presse et rencontre avec le public Palais des Congrès © Dominique PARAT

Le Ministre de l'Action et des Comptes publics Gérald Darmanin sera en Limousin, à partir de ce mercredi. Une premier déplacement en France sur le thème des services publics en milieu rural. « On vient proposer et pas imposer », explique-t-il.

Pourquoi ce déplacement en Limousin ?

« À la demande du Président de la République, je viens réimplanter des services publics dans les territoires ruraux, en inventant un nouveau modèle d'accueils de proximité. Mais je viens proposer, pas imposer ! Nous allons nous concerter avec les élus, les syndicats, les agents publics. Je prends mon temps. C'est ma méthode. Sur les trois jours en Limousin, je vais à chaque fois rencontrer les maires des trois départements. Je viens pour écouter. Je suis un élu qui connaît l'importance de la commune et du service public. »

En ce qui concerne les finances publiques, 1.200 trésoreries ont été fermées. Comment compenser cette désertification ?

« Ces 1.200 fermetures, déjà, ne sont pas du fait de l'actuel gouvernement, mais des deux précédents entre 2007 et 2017. Je pense que, dans les services publics, les Français cherchent avant tout de l'humain, pas des murs. Il faut que les agents soient au service des élus locaux pour les aider sur leurs budgets, et au service des contribuables pour leurs démarches administratives.

« On a trop laissé de côté le conseil aux collectivités locales. »

Nous allons augmenter le nombre de lieux publics dédiés à cela. Il y en a 16 en Creuse, nous proposons de passer à 23 ; 21 en Corrèze, ce sera 32 à l'avenir. Et de 15 en Haute-Vienne, nous souhaitons passer à 21. Par ailleurs, nous allons dire à chaque commune de chacune des communautés de communes que nous mettrons à leur disposition un agent des finances publiques, qui viendra les renseigner et les accompagner. On a trop laissé de côté le conseil aux collectivités locales. »

L'intention est louable. Mais concrètement, comment faire dans un cadre budgétaire restreint ? Dans nos territoires, les personnes âgées notamment ont du mal avec la dématérialisation. Comment les aider ?

« Ce qu'il faut, c'est de l'humain. On va proposer toute une politique en ce sens. Il y a effectivement les personnes âgées, mais aussi les gens qui n'ont pas l'habitude d'utiliser Internet ou encore qui sont dans des zones blanches, contre lesquelles le gouvernement a déjà beaucoup entrepris. Concrètement, ça peut être une maison de service au public où un agent des impôts se rendra sous forme de permanence, ou bien une présence en mairie dans les mairies volontaires. On peut aussi imaginer une permanence itinérante, comme des bibliobus, où un agent s'installerait sur la place du village et irait à la rencontre des contribuables. La présence pourrait aussi se faire via la demande de rendez-vous, ce qui ne se fait pas aujourd'hui. »

« Quand on supprime des impôts, qu'on simplifie, on peut réinventer un nouveau modèle. »

Tous ces progrès seront possibles grâce aux efforts de mon ministère pour se transformer et revoir ses missions : l'impôt à la source, la dématérialisation, mais aussi la suppression de la taxe d'habitation et du contentieux qui pouvait aller avec, c'est la réforme qui permet le redéploiement ! Quand on supprime des impôts et qu'on simplifie, on peut réinventer un nouveau modèle.

La méthode semble également avoir changé. Après avoir "snobé" les élus, le gouvernement cherche-t-il à mieux les associer ?

« On ne construit rien sans les élus. J'ai moi-même fait « l'ENA du terrain », puisque je suis un élu local, où j'ai gravi tous les échelons de l'élection. En tant qu'ancien maire et toujours élu, je ne crois pas que le gouvernement ait écarté les maires. Les élus locaux n'ont pas toujours raison, mais ils sont toujours à écouter, à entendre, car ils connaissent le terrain mieux que personne. On va prendre le temps de construire les choses ensemble.

“ Constuire ensemble le service public de demain ”

Le Limousin est le premier territoire que je visite en ce sens. Nous allons écouter, mais aussi essayer d'expliquer la situation et dire pourquoi les choses ne peuvent pas rester en l'état. Nous allons aussi déplacer des administrations : je vais demander aux territoires ruraux s'ils veulent accueillir des services publics parisiens et d'île de France. On a va construire ensemble le service public de demain. »

Il s'agissait aussi d'une demande des Gilets jaunes de retrouver des services publics de proximité.

« Il y a en effet une demande de réponse à la désespérance rurale. Après, on ne peut pas toujours demander moins d'impôts et plus de services publics. La discussion qu'il faut que l'on ait c'est « quel niveau de service public veut-on avoir ? ». Le Président de la République a une belle phrase à ce sujet, il dit qu'il veut « moins de fonctionnaires de circulaire et plus de fonctionnaires de guichet ». C'est exactement ce que je veux faire. »

Comment financer les 10 milliards accordés par le Président en décembre, sans augmenter les impôts ?

« La première chose, c'est que nous n'augmenterons plus les impôts car les Français en ont marre. D'ailleurs, sur les 10 milliards, il y a beaucoup de baisse d'impôts : l'absence de hausse de la taxe carbone et de la CSG pour une grande partie des retraités, la défiscalisation des heures supplémentaires... Nous allons également continuer à supprimer la taxe d'habitation et à faire des réformes. Le Gouvernement d'Edouard Philippe en a déjà fait beaucoup : SNCF, réformes fiscales, réforme du logement, réforme du marché du travail... Et il y a celles qui vont arriver : celle de la fonction publique que je porte avec Olivier Dussopt, celle de l'assurance-chômage et demain, celle des retraites. »

« Le soutien aux entreprises porte ses fruits »

Il nous faut aussi renforcer le soutien aux entreprises, car cela porte ses fruits : la France devrait avoir une croissance supérieure à la moyenne de l'Union Européenne cette année, évaluée à 1,4 % par la Banque de France, alors que l'Italie par exemple serait à zéro voire en récession. Qu'est-ce qui permet ces résultats ? Le soutien que le gouvernement a apporté aux entreprises, pour qu'elles créent des richesses et donc de l'emploi. Nos réformes doivent être tournées vers les entreprises et la baisse du chômage. »

Pourquoi privatiser les Aéroports de Paris, la Française des jeux et ENGIE ?

« Le Gouvernement ne privatise pas Aéroports de Paris, nous n'allons pas en céder la propriété ad vitam aeternam. Nous pensons que l'Etat a mieux à faire que de gérer Aéroports de Paris, dont 74 % des recettes proviennent de la gestion de commerces situés à Roissy ou Orly. La priorité de l'Etat, c'est comment on investit pour demain, et comment on peut remettre des agents publics en milieu rural. Un Etat stratège ne s'occupe pas de tout, surtout quand il est en déficit. C'est pour cela que nous devons mener les réformes de transformation nécessaires. Emmanuel Macron est très courageux, parce qu'il fait les réformes que les autres n'ont pas faites. »

Ca peut néanmoins donner l'impression qu'on vend les bijoux de famille pour combler un découvert. Que répondez-vous à ceux qui disent ça ?

« Ceux qui disent ça sont des menteurs. Dans 70 ans, à la fin de la concession, nos enfants récupéreront Orly et Roissy. On ne vend pas les bijoux de famille. Mais les aéroports de Roissy et d'Orly sont en concurrence avec les grands aéroports internationaux : Dubaï, Londres, Shanghai... Pour avoir les moyens d'y faire face ils ont besoin de l'appui d'investisseurs privés adaptés à ces enjeux. Ce n'est pas le rôle de l'Etat. Le rôle de l'Etat, c'est de mettre plus d'accueil de proximité pour rendre un bon service public sur le territoire, et de baisser les impôts. »